

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je suis heureux que le député pose cette question car elle me donne l'occasion de répéter une remarque que j'ai faite dans ma déclaration hier soir qui n'a pratiquement pas été relevée, à savoir que je voudrais bien faire comprendre que les prévisions dont il a été question hier soir ne constituent aucunement le plan des dépenses ou des besoins financiers de notre gouvernement pour l'exercice 1980-1981.

Une voix: Elles ne signifient rien.

M. MacEachen: Je pensais qu'il importait de donner à la Chambre et aux Canadiens...

Une voix: Qu'est-ce qu'elles veulent dire alors?

M. MacEachen: ... un compte rendu de la situation dans laquelle on se trouvait au moment où j'ai pris mes fonctions de ministre des Finances, et c'est ce que j'ai fait.

Une voix: On le fait normalement en présentant un budget.

M. MacEachen: Ce sont des prévisions et j'ai dit à la Chambre que j'entends exercer un contrôle très serré des dépenses...

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: ... que grâce à l'introduction d'un prix composite pour le pétrole, nous serons en mesure de réduire à la fois nos obligations financières...

M. Clark: Et le pays.

M. MacEachen: ... et le déficit d'un milliard par rapport aux projections mentionnées hier soir et que, dans mon budget, j'envisage d'inclure des mesures financières qui ne manqueront pas d'influer sur le déficit pour l'année financière 1980-1981.

Une voix: Des impôts, encore plus d'impôts.

M. MacEachen: Je tiens à donner à mon honorable ami l'assurance que c'est la situation telle que je l'ai exposée hier soir. Il ne doit pas considérer ces prévisions comme des chiffres fermes que j'aurais acceptés à des fins de planification.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

LA HAUSSE DES EMPRUNTS PUBLICS—L'INCIDENCE SUR LES PROGRAMMES

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre des Finances qui a manifesté hier soir pour s'attaquer à nos problèmes économiques tout le courage, toute la détermination et toute la férocité de la minuscule souris de Robert Burns.

Questions orales

Étant donné que les prévisions du ministre indiquent pour la présente année financière une augmentation de 3,5 milliards au titre des emprunts et de 3,7 milliards de dollars au titre des dépenses gouvernementales, je voudrais savoir si le ministre des Finances a consulté le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Cette dernière a en effet informé le pays le 23 mars dernier qu'après avoir étudié en profondeur le régime fiscal, elle avait découvert des exemptions d'impôt d'environ 30 milliards de dollars qui, selon elle, devaient être supprimées et l'argent récupéré injecté dans des programmes spéciaux.

Le ministre s'est-il informé auprès d'elle pour savoir ce qu'il en était de ces mesures fiscales cachées qui nous permettraient d'économiser quelque 30 milliards de dollars? Veut-il nous promettre d'en présenter quelques-unes de manière à pouvoir réduire ses dépenses ou son déficit budgétaire?

● (1140)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député se passionne pour les souris.

Des voix: Oh, oh!

M. MacEachen: Il a voulu faire la souris qui rugit le soir du 11 décembre mais le soir du 13 décembre il est rentré dans son trou.

Je lui dirai simplement que je suis au courant des propositions ou des idées qui ont été présentées par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elles ne manqueront pas évidemment d'être prises en considération dans notre recherche non seulement de compressions budgétaires mais aussi, s'il le faut et surtout s'il fallait suivre le conseil donné hier soir par le député, de nouveaux impôts, quand je présenterai le budget. Je le remercie de l'appui qu'il me donne d'avance aux augmentations d'impôt que je pourrai demander.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: S'il y a une chose qui ne m'intimide pas, c'est une souris sans canines.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Il n'a plus de mordant. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a dit qu'elle voulait faire reconsidérer, ce qui veut dire faire supprimer, les exemptions accordées aux personnes âgées, aux personnes mariées et aux enfants, comme celles qui sont accordées aux sociétés.

Est-ce que le vice-premier ministre des Finances songe sérieusement à abolir les exemptions fiscales des personnes âgées, des retraités, des personnes mariées et des enfants? Est-ce à l'étude? Est-ce qu'il veut bien éclairer la Chambre et ceux qui, au pays, aimeraient réfléchir plus sérieusement à ces possibilités?